

PROJET : maraîchage alternatif en traction animale

Projet prospectif pilote

« LES JARDINS DE L'ASINERIE »

*« Si tu donnes fruits et légumes à un homme, il mangera un jour.
Si tu lui apprends à jardiner, il mangera toujours »*



**Promoteur : « Asinerie de l'O » ASBL
Novembre 2008**

**Personne de contact :
Daniel Sondag (directeur)**

SOMMAIRE

I. PRÉSENTATION DE L'ASBL – HISTORIQUE

II. POURQUOI UN MARAÎCHAGE ALTERNATIF EN TRACTION ANIMALE ?

1. Maraîchage alternatif
2. Traction animale

III. PUBLIC CIBLE

IV. OBJECTIFS

1. Mieux-vivre
2. Mieux-être
3. Emplois
4. Compétences spécifiques

V. AUTRES AXES DU PROJET

VI. MOTIVATIONS DE NOTRE ASBL

VII. FAISABILITÉ

1. apports de l'asbl
2. mise en œuvre
3. partenariat

VIII. ÉVALUATION DU PROJET

IX. FINANCIER

X. ANNEXES

- A. une famine mondiale est envisageable,
- B. la production locale de produits de maraîchage est déficitaire - l'importation de légumes de pays lointains a un coût écologique et néfaste au niveau de la santé
- C. un appauvrissement des couches sociales déjà défavorisées est annoncé,

D. public cible

XI. FICHE SOCIALE DU PROJET MARAÎCHAGE

XII. FICHE PSYCHOPÉDAGOGIQUE DE L'ENTREPRISE

I. PRÉSENTATION DE L'ASBL – HISTORIQUE

1997 : création d'une asbl de propriétaires d'ânes organisant des stages pour enfants fragilisés



2001 : création de l'asbl « **Asinerie de l'O** » ferme à projets sociaux :

- Asino-médiation : travail avec enfants dysphasiques, leucémiques, caractériels, autistes, ...
- Attelages pour personnes voiturées (prix Fondation Roi Baudouin)
- Accueil pour séjours : toxicodépendants adultes, trisomiques adultes et enfants, enfants séropositifs, écoles en discrimination positive, enfants malvoyants,



2009 : à ce jour 2 employés travaillent à ces projets
2 autres employés ont été engagés dans le cadre du maraîchage

II. POURQUOI UN MARAÎCHAGE ALTERNATIF EN TRACTION ANIMALE ?

1. **Le maraîchage alternatif** est un maraîchage qui se veut respectueux de la terre, il se justifie car
 - a) Le **sol de la région** ne peut répondre à une production intensive
 - b) On peut qualifier le **public** principalement ciblé comme
 - **peu producteur** d'où la nécessité d'éviter un travail conséquent
 - vivant une **situation financière difficile** d'où la nécessité de produire à un coût dérisoire
 - c) Il peut utiliser **toutes les plantes** en association, peut remettre à l'honneur des légumes oubliés mais aussi utiliser les plantes sauvages comme aliments.
 - d) Pour ce faire, nous estimons qu'avec le public ciblé, il est nécessaire d'éduquer à une **production la moins coûteuse** possible (pas de fertilisant chimique ou de compost préparé, pas de dépendance envers les produits chimiques,...) mais aussi qui nécessite **peu d'entretien**. De là ce projet qui tend à être mené vers une production alternative (bio, permaculture, naturelle, agriculture paysanne,...) qui a moins d'**impact sur l'environnement** (*étude DEFRA de Grande-Bretagne annexe p 14*).

2. **La traction animale** parce que l'animal joue un rôle important auprès des personnes fragilisées : il est **compagnon**, moteur, canne, confident, ... D'où sa présence indispensable pour le mieux-être de ces gens.
De plus, la traction animale permet d'**augmenter les compétences transversales** (connaissances, capacités cognitives, habiletés manuelles et attitudes socio-affectives) ainsi que la faculté de les mobiliser dans la résolution de problèmes

III. PUBLIC CIBLE

Toutes les personnes

- a) en difficulté d'accès à l'emploi, personnes de faible niveau de qualification, handicaps légers, demandeurs d'emplois de longue durée,
- b) personnes fragilisées (handicaps de formations, compréhension, physique, réinsertion,...), parents isolés, ...
- c) personnes précarisées, personnes à risque de précarisation (action préventive), ...

Nous tenons à avoir une **action principale** auprès de milieux **défavorisés ou fragilisés** jeunes ou moins jeunes mais aussi une **action secondaire** dans le milieu où nous vivons en nous **ouvrant à d'autres** : adolescents en manque d'occupation, personnes âgées, gens du village n'ayant pas les moyens (temps, connaissances), gens souhaitant intégrer le projet parce qu'ils peuvent y apporter quelque chose (savoir, compétence,...) ou venant y chercher la présence des autres, se rendre utile,...

En créant des **jardins écologiques (communautaires ou collectifs)** on peut montrer qu'il est possible d'avoir une vie active tout en produisant une partie de son **alimentation** et par ce biais permettre aux citoyens de **se la réapproprier**. En France, il existe des jardins de ce type depuis plus de 15 ans: jardins familiaux traditionnels, jardins collectifs, communautaires, d'insertion, jardins de maraîchage d'insertion, insertion par l'économie au sein d'entreprises légumières, jardins pédagogiques et jardins thérapeutiques. A Namur (avril 01,) " les jardins familiaux à Nantes ", la communication de Mr Demaure a porté sur une caractérisation des "nouveaux jardiniers " de la fin de siècle: « *les nouveaux jardins familiaux apparaissent comme des porteurs d'image pour la collectivité, des lieux de régulation sociale et des éléments de la qualité de vie* »

IV. OBJECTIFS

1. Mieux-vivre :

- Il est prouvé que la dépendance alimentaire n'est pas une solution à une **alimentation équilibrée**. Des études, subventionnée par la fondation roi Baudouin (PIPSA) (*cf. annexe p18*), et du Gret (France) (*cf. annexe p19*), démontrent que le **manque de consommation de légumes et de fruits chez les personnes en précarité est la cause principale de nombreuses maladies**. Il est démontré également que des repas équilibrés évitent les problèmes d'obésité voir de cancers. Si l'étude Abena (France) propose *un système de distribution de " chèques fruits et légumes "* (*cf annexe p. 20*) nous estimons qu'il est préférable de trouver une solution en amont.
- Une **activité physique de plein air**, tel que le maraîchage, ne peut être que bénéfique pour ce type de population.

2. Mieux-être :

Personnes réinsérables : Pour ces personnes fragilisées par une longue période de mise entre parenthèses, il faut souvent réapprendre par le biais d'ateliers à **reprendre confiance** en soi et en l'autre, à accepter une hiérarchie, à comprendre et à suivre des consignes, à trouver le matériel adéquat et à pouvoir l'utiliser... à **se lever pour aller travailler et à respecter l'autre**.

Pour les **personnes fragilisées**, c'est trouver dans l'activité jardinage une source de calme et de ressourcement. L'apport au niveau psychologique est indéniable : **fierté d'être dans une structure de « production »**, valorisation, augmentation des compétences, **cultiver des légumes, c'est donner naissance, ...**

C'est un projet de fond où l'on aide les **personnes précarisées**, ou à risque de précarisation, à cultiver et à leur montrer que tout le monde peut devenir producteur, que tout ne doit pas nécessairement être acheté. C'est une éducation qui doit être donnée et qui va de paire avec l'acquisition de compétences. Le potager peut devenir

une solution. La pauvreté s'installe dans les couches de population les plus fragilisées. Une personne ayant des bases de connaissances (lecture) ou d'éducation (connaissance de la terre) pourra créer son potager d'une manière autonome. Les autres devront être guidées dans leur apprentissage mais aussi dans leur façon de percevoir la vie (tout ne s'achète pas nécessairement n'importe quand et à n'importe quel prix) mais peut se produire. Il s'agit non seulement d'**éviter une dépendance alimentaire** mais aussi d'instaurer un **équilibre nutritionnel**.

Mais aussi :

- la précarité financière pourrait être comblée partiellement par des initiatives individuelles, de CPAS, de quartiers, ... en créant des potagers
- la conscientisation que tout ne s'achète pas nécessairement, qu'il est possible avec un petit espace de terre de produire des légumes devrait aboutir vers une autonomie et une occupation positive pour les « stagiaires »
- reproduire les acquis pour un mieux-être individuel, familial, social, culturel, ...
- sortir de la dépendance alimentaire
- facteurs divers développant la personnalité : se sentir utile, créer, se donner une image positive, reprendre confiance, entrer dans un circuit, se socialiser (hiérarchie, horaire, ...), avoir des compétences, ...
- la présence de l'animal a un rôle social très important. Dans notre profession (centre d'asino-médiation : travail avec autistes, toxico-dépendants, PMR, ...) nous savons que l'animal a le pouvoir de faire évoluer les gens (affection, dépassement de soi, ...)

3. Emplois :

- les personnes fragilisées qui ont très peu d'opportunité de trouver un emploi pourront acquérir des compétences dans le maraîchage alternatif. Elles pourront devenir **ouvriers agricoles** dans des fermes qui prendront de nouvelles orientations (aides à l'horticulture, au bio). Le **monde agricole** a de plus en plus besoin de personnes possédant un minimum de compétences dans ce domaine. Il est envisageable également que d'**autres structures** (hôtellerie, IMP, ...) soient un jour obligées de trouver une solution au **coût** actuel des légumes mais aussi au **déficit de production** constaté déjà actuellement.
- les compétences acquises pourraient déboucher vers la **création d'entreprises** ou **micro-entreprises** (transfert de savoirs au sein de communes, ...)
- les compétences acquises avec les équidés (tractions, manipulation, soins, ...) permettront d'obtenir des possibilités d'emplois dans d'autres secteurs (**forestier, tourisme, manège,...**)

4. Compétences plus spécifiques :

- **Bilan de compétences** permettant de se situer par rapport à un emploi, mieux se connaître, se construire, ...
- Compétences professionnelles visant un **savoir-faire** et un **savoir-être** en situation (exercice en entreprise d'une activité professionnelle)
- Appropriation des **connaissances** et **transfert** en situation de travail

V. AUTRES AXES DU PROJET:

Ces projets s'inscrivent logiquement dans la continuité de la production de légumes et seront développés pour l'année 2010.

- **cuisine collective** : La cuisine collective est un lieu privilégié d'éducation populaire. Les valeurs suivantes y sont partagées : la solidarité, la démocratie, l'équité, la justice sociale, l'autonomie, le respect, la dignité, la prise en charge individuelle et collective. Elle vise à l'autonomie alimentaire (développé dans un autre projet en partenariat avec le CPAS de Habay dans un but d'éducation et de sensibilisation)
 - . développer diverses **connaissances** : goût et saveurs du potager, du jardin (fleurs, fruits), des légumes oubliés, "**cuisine sauvage**", ...
 - . développer des **connaissances** dans la **transformation** des produits culinaires type cuisson (potages, ...) et conservation (confitures, ...) en mettant à la disposition du public précarisé des locaux où il pourra bénéficier de conseils et du matériel nécessaire (déshydrateur, extracteur, ...). Ce projet est inscrit dans la cadre du plan de cohésion sociale de Habay.
- utilisation de la traction animale en **milieu forestier** : débardages avec les ânes dans les sapinières et avec les chevaux de trait pour les grands arbres
- **socialisation**, aptitudes commerciales, gestion, ... grâce à la vente des produits sur les marchés, recréer un tissu social, une reconnaissance
- **jardins collectifs : formation itinérante** en maraîchage
- **projet intergénérationnel** où des personnes âgées peuvent apporter leur connaissance (recettes de cuisine, ...) et les personnes plus jeunes leurs forces (cultures, cueillettes, ..)

VI. MOTIVATIONS DE NOTRE ASBL

- Notre ASBL est une ferme à **projets sociaux** (cf. statuts et document de présentation)
- Il n'existe que 2 **entreprises sociales** actives en maraîchage (EFT Cynorhodon, EFT La Bourrache) alors qu'elles sont **de plus en plus nécessaires** (*Madame Lambrecht, Chef de Cabinet de la Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances – annexe p 19*),
- Les **prévisions et analyses** sur l'alimentaire, la crise de l'emploi, la crise économique nécessitent la création de projets pouvant apporter des solutions
- Notre **ASBL a un outil** qui pourrait être mieux rentabilisé : compétences, infrastructures, animalier et matériel

VII. PROSPECTIVE

- Le monde économique soulève une solution de proximité dans le **retour à des potagers** familiaux, le monde politique s'inquiète de la politique agricole et encourage le maraîchage.
- L'**UE modifie ses positions agricoles** : gel des terres, promulgation du maraîchage, refonte de la PAC, ... Objectifs : une agriculture de proximité respectueuse de la terre, compenser la perte de terres alimentaires utilisées pour le biocarburant, ...

- Le monde social s'inquiète de la **dépendance alimentaire**, de la problématique d'une **alimentation équilibrée** accessible aux personnes fragilisées qui se répercute au niveau de la **santé**, ...
- Contrairement aux autres communes, celle de **Habay**, ne possède **aucune structure** pouvant accueillir un public fragilisé (Eft, OISP, ...). Le CPAS doit envoyer ce public loin de ses repères, ce qui pose un problème de motivation. L'asinerie, en partenariat avec la commune de Habay, a l'opportunité de répondre à ce manque.

VIII. FAISABILITÉ

1. Apports de l'ASBL « Asinerie de l'O »

- Terrains (environ 15ha)
- Cheptel : une trentaine d'équidés dont une vingtaine travaillant déjà en traction
- Entretien et nourriture du cheptel
- Matériel à disposition : harnais, colliers d'attelage, divers, ...
- Infrastructures (Salles d'accueil)
- Services administratifs : comptabilité, ONSS, règlement de travail, ...
- Sa reconnaissance : RW, Ministère de l'agriculture, Certysis (bio), ONE, ...
- Mise à disposition pour la formation au niveau de la traction animale du personnel encadrant de l'ASBL
- Divers : fumure, compost, matériel de bureau, ...
- Ses nombreux volontaires actuels
- L'excellente réputation de l'ASBL dans les milieux sociaux et éducatifs
- ...

2. La mise en œuvre a impliqué

a) l'engagement de 2 personnes,

Un employé pour la gestion partielle du projet (contacts, formations, informations, trouver les marchés, concevoir des projets, ...), ayant de bonnes capacités en relations publiques, sachant gérer et créer des partenariats, étant capable d'apprendre le maraîchage pour aller sur le terrain (aider et encadrer des personnes fragilisées), ayant des capacités d'analyse socio-économique pour établir des rapports, ...

Un employé pour l'encadrement des personnes fragilisées ayant de bonnes connaissances dans le maraîchage alternatif, capable de partager ses connaissances, ayant de bonnes connaissances dans la cuisine classique mais aussi sauvage, dans la transformation des fruits et légumes, ...

- b) **des frais de fonctionnement:** promotion, partenariats, formations, réunions, fournitures diverses (électricité, eau, téléphone, réparations, secrétariat, ...)
- c) **des frais de matériel pour lancer l'activité :** l'achat d'un matériel agricole adapté est nécessaire ; Kassine, outils divers, ... mais aussi d'une serre qui permettra de prolonger le temps de production. Une salle de rendez-vous/réunion devra être aménagée.
- d) **création d'un centre de stockage** (semence, fruit, légumes et produits connexes), **de vente, d'accueil, de formations** les locaux étant exigus et non adaptés (exigences AFSCA, ...), il est nécessaire de trouver un espace pour que le projet puisse se développer dans le cadre du plan de cohésion sociale de Habay.

3. Partenariats (non exhaustif)

a) En phase de concrétisation

- **FOREM** de Arlon : aides et conseils administratifs, mises en contact avec des EFT, des assistants sociaux, des CPAS
- **CDR** (Ansart) : proposition d'espace pour vendre les produits au marché de proximité
- **CPAS** : Virton, Léglise, Arlon, Martelange, Tintigny, Habay, ... partenariat, conventions, mise à disposition d'espaces et de personnes (une demande importante existe car il n'y a aucune proposition dans la région dans le cadre du maraîchage - potager)
- **IMP** « La Providence » : convention pour prendre des élèves en scolarité alternée
- **Parc de la haute Sûre** : organisation d'un jardin respectueux de l'environnement comme observatoire et didactique accessible à tout public (PMR admis)

b) Partenariats concrétisés

- **CPAS Habay** : mise à disposition d'un art. 60 depuis le 1^e mars 2009 dans le cadre du maraîchage, élaboration d'un projet de partenariat entre l'asinerie et le CPAS dans le cadre d'un **plan santé** pour les personnes les plus **précarisées** : **cuisine collective**
- **Plan de Cohésion Sociale 2009-2013** : l'asinerie est devenu le partenaire social principal du CPAS de Habay dans le cadre des cuisines collectives
- **Le Bua** – frères Maristes de Habay : convention pour utiliser des terrains dans une finalité sociale appartenant à la collectivité
- **EFT « La Toupie »** partenariat en construction entre le FOREM, l'EFT et l'asinerie (plan API) dans le cadre de la **réinsertion**
- **EFT CDR** (Ansart) : demande d'achat de légumes dans le cadre du secteur EFT horeca organisé par le CDR
- **GAC**: de nombreuses demandes des GAC de la région ont été faites afin que nous soyons des partenaires producteurs

IX. EVALUATION DU PROJET

Quantitatifs

- Nombre de partenaires
- Nombre de « stagiaires »
- Perceptions à travers les médias

Qualitatif

- Nombre de « stagiaires » engagés par des fermes
- Nombre de potagers individuels créés
- Amélioration des compétences des stagiaires
- Diversité des compétences des stagiaires
- Degré de satisfaction des « stagiaires »
- Diagnostic de formation avec les partenaires

X. FINANCIER

XI. ANNEXES : ARGUMENTATIONS AU PROJET

A. . une famine mondiale est envisageable

- « Famines, le retour » de René Dumont (*p. 11/12*)
- « Famine mondiale annoncée » par Ingalañ (*p. 12*)

A. la production locale de produits de maraîchage est déficitaire - l'importation de légumes de pays lointains a un coût écologique et néfaste au niveau de la santé

- étude de la revue *Human Ecology* (*p. 13*)
- Le bio est-il vraiment meilleur pour la santé ? (avis de nutritionnistes) (*p. 13*)
- rapport officiel du Department for Environment, Food and Rural (*p. 13*)
- Le monde et l'Europe en crise appellent des changements de cap urgents (l'unah et Via Campestina) (*p. 14*)
- Répartition par province du maraîchage biologiqueSource (Ecocert et Blik), 2005 (*p. 14*)
- Etude du CRIOC (2006) L'impact environnemental (*p. 14/15*)

B. un appauvrissement des couches sociales déjà défavorisées est annoncé,

- Etude CRIOC 2006 (*p. 16*)

- Article Symbioses (février 09) *(p. 16)*
- Avis de Michel Husson, chercheur à l'IRES. *(p. 16)*

C. Public cible

- Une alimentation favorable à la santé pour les personnes précarisées PIPSA *(p. 17)*
- Recensement des entreprises sociales et avis de Madame Lambrecht, *(p. 18)*
- Comment favoriser une sortie positive de l'aide alimentaire ? Gret (France) *(p. 18)*
- Economie sociale, intégration sociale et développement durable : rapport final de la politique scientifique fédérale par I. Nicaise (HIVA – K.U.Leuven) M. Nyssens & A. Platteau (CERISIS – UCL) M. Marée (CES – Ulg) *(p. 18)*
- Grande dépendance à l'aide alimentaire Christine César (étude Abena -France) *(p. 19)*

A. une famine mondiale est envisageable,

Lors de leur Assemblée de printemps à Washington, le FMI et la Banque mondiale ont tiré la sonnette d'alarme contre la forte hausse des prix des denrées alimentaires de base dans le monde et les émeutes de la faim qui en ont résulté dans plusieurs dizaines de pays.

« Famines, le retour » de René Dumont

Professeur honoraire à l'Institut national agronomique, Paris-Grignon, France

« .../... La FAO estime à 900 millions le nombre d'humains qui souffrent gravement de la faim. Mais le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) affirme que l'on en compte 1,3 milliard vivant dans la misère absolue. On peut donc penser que tous ceux-là souffrent de la faim. La FAO estime que s'y ajoutent plus de 2 milliards d'humains présentant des carences alimentaires graves. Résoudre ces problèmes en 20 ans, période pendant laquelle est prévue une augmentation encore trop rapide de la population, est une tâche qu'il ne faudrait pas, une fois de plus, sous-estimer. Certains, à la FAO, ont même affirmé que bien nourrir 3 milliards d'humains supplémentaires en l'an 2050 serait une tâche réalisable. Ce n'est pas mon avis.

L'Institut international de recherches sur le riz (IRRI), situé à Los Baños, (Philippines), nous a avertis dès 1990 que si la population de l'Asie augmentait de 60 pour cent au cours des 35 prochaines années (ce que prévoient certains démographes), il ne pourrait plus garantir que la production

rizicole asiatique serait en mesure de suivre le rythme: les ressources en terres nouvelles et, surtout, en eau deviendront de plus en plus rares. Depuis 1984, la production céréalière mondiale (qui représente 60 pour cent de l'alimentation) progresse moins vite, nous le verrons, que la population. La Chine ne cesse d'accroître ses importations, qui risquent d'excéder les disponibilités mondiales de céréales à l'exportation. Que faire?

La révolution doublement verte que l'on nous promet, celle du génie génétique, risque fort de manquer de terres fertiles, et surtout d'eau, pour se réaliser. De très loin, la plus grande menace qui pourrait annuler la majorité des progrès agronomiques est le risque d'accidents climatiques, de sécheresses, typhons et cyclones sans cesse accrus par l'effet de serre. Les pays développés ont pourtant pris l'engagement, au Sommet de Rio en 1992, de ne pas émettre plus de gaz à effet de serre en l'an 2000 qu'en 1990. Ce qui n'est pas en train de se réaliser, loin de là!

Pourquoi n'arrive-t-on pas à mettre en œuvre des mesures qui sont pourtant des conditions de vie ou de mort pour notre humanité? C'est que le contrôle des émissions de gaz à effet de serre remettrait en cause toute notre «civilisation économique», car celle-ci exige, pour se maintenir, des gaspillages intolérables; elle refuse les réglementations et préfère maintenir les privilèges et les inégalités. Les dirigeants de l'économie mondiale choisissent donc implicitement la mondialisation du modèle économique prévalent en pays riches, des Etats-Unis au Japon, de l'Europe à l'Australie. Dans cette optique, il y aura bientôt 200 à 300 millions de Chinois et peut-être autant d'Indiens qui vivront à l'occidentale. S'ils ne contrôlent pas le volume de leurs émissions de gaz à effet de serre, nous irons à la mort. Mais comment exiger de ces pays des mesures que nous ne parvenons pas à établir dans les nôtres?

Nous allons donc considérer successivement: une démographie que le monde n'arrive pas à contrôler, l'épuisement des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement - en particulier l'effet de serre qui, en démolissant les climats du monde, menace gravement la survie prolongée de l'humanité. Ce point est crucial, car si nous ne réduisons pas rapidement et très fortement l'usage des énergies fossiles et polluantes responsables de ces dégradations climatiques, nous risquons d'aller vers une catastrophe mondiale sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Nous essayerons ensuite de proposer une série de mesures visant l'établissement, à l'échelle mondiale, d'un développement réellement durable, dans le cadre d'une société humaine respectueuse des besoins de l'homme et moins inégalitaire.

Il nous faut donc sortir, vite, d'une tentative de mondialisation essentiellement axée sur le despotisme de l'argent. Le communisme a échoué; le libéralisme incontrôlé, source de misères croissantes, ne saurait se prolonger tel quel sans risquer de provoquer des difficultés de plus en plus graves, qui pourraient s'avérer mortelles. Le libéralisme économique actuel est en train de réaliser ce que nous devons désormais appeler un véritable crime contre l'humanité. Ce qui requerrait, pour le juger, un autre Tribunal international.

La majorité des données et des chiffres cités proviennent du *Rapport mondial sur le développement humain 1996*, réalisé par le PNUD que l'on pourrait tenir pour un représentant (avec le Bureau international du travail) de l'aile gauche des Nations Unies. Nous avons aussi utilisé des données de *L'état de la planète 1995-1996*⁵, du Worldwatch Institute de Washington, ainsi que l'étude de la FAO *Agriculture mondiale. Horizon 2010*⁶. Mais nous essayerons, avec l'aide de certains écologistes et de personnalités progressistes, d'aller un peu plus loin.

Dumont, R. et Rosier, B. 1966. *Nous allons à la famine*. Editions du Seuil, Paris.

Nous verrons qu'une disette, cette fois mondiale, s'est affirmée à partir de 1984.

Agronome de la faim. Editions Robert Laffont. *Mes combats.*, collection Terre humaine. 1989.

⁵L'état de la planète 1995-1996, sous la direction de L. Brown, C. Flavin et H.F. French. *La Découverte*, 1996. ⁶*Agriculture mondiale: Horizon 2010*. Sous la direction de N. Alexandratos. FAO et Polytechnica.

Par Ingalañ « Famine mondiale annoncée »

« Cinq grandes causes pour expliquer cette envolée des prix :

- dérèglementations climatiques réduisant la production,
- hausse du prix des transports répercutée sur celui des marchandises,
- demande croissante de la Chine et de l'Inde en matières premières,
- développement catastrophique des agro carburants qui excluent plus de 100 millions de tonnes de céréales par an du secteur alimentaire,
- spéculation intense suite à l'éclatement de la bulle de l'immobilier aux Etats-Unis.

Mais ce n'est pas tout.

Ingalañ, qui vient cette année d'adhérer au réseau du CADTM, pointe les responsabilités des mesures imposées par le FMI et la Banque mondiale dans la catastrophe alimentaire mondiale. Après la crise de la dette du début des années 1980, dont l'effondrement du cours des matières premières était un élément déclencheur, le FMI et la Banque mondiale ont contraint les pays du Sud à adopter des politiques d'ajustement structurel qui se sont révélées dramatiques sur de nombreux plans. Au programme notamment :

réduction des surfaces destinées aux cultures vivrières et spécialisation dans un ou deux produits d'exportation,

- A. fin des systèmes de stabilisation des prix, abandon de l'autosuffisance en céréales,
- B. fragilisation des économies par une extrême dépendance aux évolutions des marchés mondiaux,
- C. forte réduction des budgets sociaux,
- D. suppression des subventions aux produits de base,
- E. ouverture des marchés et mise en concurrence déloyale des petits producteurs locaux avec des sociétés transnationales.

.../...

B. la production locale de produits de maraîchage est déficitaire - l'importation de légumes de pays lointains a un coût écologique et néfaste au niveau de la santé

La valeur totale de la production maraîchère belge tourne autour du milliard d'euros, dont 90% sont réalisés par la Flandre. La proportion est la même pour les secteurs fruitiers et légumiers pris séparément : 91,6% des fruits et 91,4% des légumes proviennent de Flandre, qu'il s'agisse de cultures en serre ou en pleine terre. Et ce chiffre comprend la culture champignonnière. La Wallonie produit 8,4 % de fruits et 8,6 % de légumes, selon des chiffres de 2004. Outre le fait de se tailler la part du lion, la Flandre se caractérise aussi par des cultures plus intensives, la Wallonie étant plus axée sur la culture pour l'industrie de transformation. Le secteur maraîcher flamand représente 30% de l'ensemble des cultures agri-et horticoles, la culture des légumes pesant plus lourd que celle des fruits. En Wallonie, ce sont les provinces de Liège (avec le pays de Herve et la Hesbaye) et de Namur (avec la célèbre fraise de Wépion) qui donnent le ton.

En province de Luxembourg, il y a 3 maraîchers bios.

Les normes définissant le BIO sont un bénéfice pour l'environnement car elles excluent tout pesticide, fongicide, fertilisant, antibiotique, polymère, etc...

Une étude de la revue *Human Ecology* le démontre : 2 morts sur 5 sont ont une cause environnementale. « *Le changement climatique semble créer un environnement favorable à*

certaines maladies et à des vecteurs de maladie. [...] Les facteurs environnementaux, notamment les substances chimiques, l'exposition aux ultraviolets ou à des radiations ionisantes, le tabac et la fumée de cuisson contribuent à 75% de tous les cancers. »(1)

Le bio est-il vraiment meilleur pour la santé ?

Plusieurs personnalités, dont le très connu cancérologue David Servan-Schreiber ou encore Geneviève Barbier dans son ouvrage « *La société cancérogène* », le professeur Joyeux de Montpellier, préfèrent les produits bio car l'agriculture moderne - non bio - fait une grande consommation de produits phytosanitaires et de synthèse. Or certains de ces produits sont des cancérogènes certains ou probables, et d'autres sont considérés comme de perturbateurs endocriniens ou comme des neurotoxiques par l'Union Européenne et/ou par des agences nationales et internationales.

> **Le professeur Jean-Michel LECERF**, nutritionniste à l'Institut Pasteur de Lille, voit deux raisons majeures pour justifier le choix de l'alimentation bio au regard des préoccupations de santé. Tout d'abord du fait des micros nutriments apportés par les fruits et légumes bio, et d'autre part, du fait des teneurs très significativement inférieures en résidus polluants dans ces produits bio.

> **Luc Montagnier**, découvreur du virus du Sida, souligne l'importance des antioxydants, présents en grande quantité dans les produits bio, dans un contexte où le cancer se banalise à une grande échelle.

Un **rapport officiel du Department for Environment, Food and Rural Affairs** (DEFRA) britannique confirme que la production de produits biologiques a moins d'impact sur l'environnement que la production conventionnelle moderne qui utilise engrais et pesticides. L'IFEN, Institut français de l'environnement, confirme l'intérêt de l'agriculture bio alors que plus de **96% des rivières et 61% des nappes d'eau** souterraines sont contaminées. Or, comme le souligne l'Afset, l'agence de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail, les pesticides qui se sont infiltrés vont mettre jusque 30 ans pour s'éliminer des sols !

Le monde et l'Europe en crise appellent des changements de cap urgents (position de l'unah et de Via Campesina)

.../... Les crises mondiales actuelles (climat, énergie, biodiversité, prix alimentaire, finances, migration, ...) modifient le cadre dans lequel la PAC depuis 30 ans a évolué. Des espaces nouveaux s'ouvrent : la souveraineté alimentaire, la régulation des marchés, la relocalisation des productions alimentaires plus près des consommateurs deviennent incontournables pour les résoudre.../...

Répartition par province du maraîchage biologique, région wallonne, 2004

Source : organismes de contrôle (Ecocert et Blik), 2005

Nombre d'exploitations maraîchères		Superficie totale	en	Superficie en maraîchage par exploitation (Ha)
Brabant wallon	3	18,82		6,27
Hainaut	20	44,48		2,22
Liège	21	48,11		2,29
Luxembourg	7	3,57		0,51
Namur	17	21,33		1,25
TOTAL RW	68	136,31		2,01

Etude du CRIOC (2006)

Ces dernières années, on enregistre une évolution positive de la consommation des légumes dans la population belge. Le Belge achète en moyenne 62 kg de légumes. Si l'entière des quantités achetées était consommée, ces chiffres d'achat représenteraient une consommation journalière moyenne 170 gr de légumes frais, une consommation correspondant à peine aux recommandations faites par l'OMS et reprises dans le Plan Nutrition-Santé. Mais il faut soustraire de ces quantités, les déchets (pelures et autres) et le gaspillage alimentaire. Or, l'enquête réalisée en 2004 par le bureau d'études RDC² montre que les légumes constituent une des catégories d'aliments les plus gaspillées. En moyenne par an, le Belge mange 57 kg de légumes, soit 20 kilos de légumes en plus qu'il y a 25 ans. Exprimée en pourcentage, l'augmentation de la consommation des légumes de 57%.

Cependant, l'équilibre du régime alimentaire de la population belge ne s'est pas amélioré car l'apport énergétique (viande, graisses,...) a augmenté dans des proportions plus importantes.

MAIS ... UNE CONSOMMATION TOUJOURS INSUFFISANTE

En 2004, 712 exploitations étaient consacrées à l'agriculture biologique en Belgique (dont 481 en Wallonie et 231 en Flandres). En 15 ans, le nombre d'exploitations consacrées à l'agriculture biologique a été multiplié par 6. Cependant depuis 2001, la superficie de terre consacrée à l'agriculture biologique a tendance à décroître (mais les chiffres qui viennent d'être publiés en mai 2006, dans le cadre de la semaine bio, indiquent une tendance récente inverse). La production de fruits et **légumes biologiques** est modeste (environ 600 ha, 2001) et se retrouve **principalement en Flandres**. Les produits les plus courants parmi les légumes sont les pommes de terre, les carottes, les choux et les oignons, alors que la pomme est le principal fruit produit. **La production nationale reste inférieure à la demande**, ce qui nécessite des importations, principalement des Pays-Bas ou de la France.

Livrées en Europe, dans un port maritime ou un aéroport, les denrées sont transportées jusqu'aux points de vente par la route ou le chemin de fer. Ainsi en Belgique, 71% du fret commercial se fait par la route. Le nombre de km parcourus sur les routes belges a plus que triplé entre 1970 et 2003. La même évolution est observée dans tous les pays européens et dans le monde. Entre 1970 et 2001, le trafic routier de marchandises a triplé dans l'UE-15.³⁶ Ces mêmes voies de transport sont également utilisées "en sens inverse" pour l'exportation de denrées produites dans les pays européens. En réalité, ces circuits sont plus complexes et allongés du fait du passage par différentes unités de production, d'emballage et de distribution.

L'impact environnemental du transport est principalement lié à la consommation d'énergie fossile. La combustion de produits pétroliers et de gaz produit des émissions de CO₂ qui contribuent à l'effet de serre. Mais le fonctionnement des moteurs produit d'autres substances polluantes comme le benzène, les fines particules, le SO₂ ou les NO_x. L'augmentation du trafic routier est également à l'origine d'autres nuisances comme le bruit, la congestion du réseau routier, les files d'attente, la destruction d'habitats naturels par les travaux d'infrastructure, les accidents et les victimes de la route.

Origine des légumes	
Carottes	Belgique, Italie
Chicons	Belgique
Salades	Belgique, Espagne
Radis	Pays-Bas, Belgique
Poireaux	Belgique

Choux rouges	Belgique, Pays-Bas
Oignons	Pays-Bas, Belgique
Choux-fleurs	France, Belgique

Les **produits biologiques** proviennent également parfois de **contrées plus lointaines** que des produits issus de l'agriculture traditionnelle, ce qui est **contradictoire avec la poursuite d'objectifs environnementaux**. Le tableau ci-dessous illustre ces propos.

Agriculture traditionnelle		Agriculture biologique
Poires	Belgique	France
Oranges	Espagne	Afrique de Sud, Argentine
Choux rouges	Belgique	Pays-Bas
Choux fleurs	Belgique	France
Carottes	Belgique	Italie

² RDC Environnement & SITA, Analyse de la fraction organique des déchets ménagers, Etude réalisée en 2004 pour l'IBGE

C. un appauvrissement des couches sociales déjà défavorisées est annoncé

Etude CRIOC 2006

... /... Une enquête de l'Institut Scientifique de Santé Publique réalisée en 2004⁷, montre que 15% de la population en Belgique ne consomment pas assez de légumes. En 2001, ce pourcentage s'élevait à plus de 20% ; la situation s'est donc sensiblement améliorée. Les données révèlent également que la consommation de légumes s'élève avec le niveau d'éducation.

.../...

.../...De nombreuses études ont mis en évidence un lien entre l'alimentation et les facteurs socioéconomiques. "**Une moindre consommation de fruits et légumes parmi les populations défavorisées est un fait établi**". Ceci peut s'expliquer en partie par le coût élevé de ces aliments. Les plus pauvres consomment moins d'aliments à forte valeur nutritionnelle tels que les fruits et légumes, le poisson, etc., mais plus de calories vides (sodas, ...). Cette tranche de la population présente généralement un manque en vitamines et antioxydants.

.../...

Symbioses (février 09)

Les personnes précarisées se trouvent en première ligne d'un environnement pollué ou dégradé, alors qu'elles génèrent moins d'impacts sur l'environnement que le reste de la population. L'environnement - qu'il soit cadre de vie, énergie, mobilité, nature... - peut pourtant agir comme levier de progrès social. Ce nouveau dossier de Symbioses se penche sur les inégalités environnementales et propose des pistes pour adapter les pratiques pédagogiques avec un public précarisé.

Avis de Michel Husson, chercheur à l'IRES.

«Les retraites vont uniquement baisser par le fait qu'il y aura proportionnellement plus d'actifs et moins de retraités. C'est une hypocrisie totale pour la raison suivante. Il suffit d'observer le marché du travail actuellement : entre les gens qui ont des emplois et les gens qui sont à la retraite, il y a une zone intermédiaire, grise, indéterminée, entre des gens qui ne sont ni vraiment à la retraite, ni vraiment en emploi. Et c'est des gens qui sont majoritaires dans cette tranche d'âge. C'est-à-dire que si on considère les gens qui prennent leur retraite, deux personnes sur trois qui font valoir leur retraite ne sont déjà plus en emploi. Donc si on déplace l'âge auquel on accède au statut de retraité, on ne va pas créer plus d'activité, mais on va augmenter cette zone intermédiaire. Donc on va multiplier le nombre de gens qui n'accèdent pas au taux plein et c'est par ce biais que passe la réduction de la retraite. Donc d'une part, c'est hypocrite, et d'autre part, c'est particulièrement inéquitable parce que ça va frapper les gens les plus endommagés disons par toutes les « réformes » du marché du travail, à savoir tous les précaires et les femmes, donc des catégories qui sont déjà défavorisées. Mais on va en rajouter une louche, parce que non seulement ce n'est même pas proportionnel, c'est-à-dire que si on n'a pas les annuités, on a une retraite qui est diminuée non seulement au prorata comme on dit des années qui ont été faites, mais avec un coup de massue supplémentaire, qui s'appelle la décote, qui existe déjà dans le privé et qu'on institue maintenant dans le public. Donc le raisonnement alternatif est de dire : « Tant qu'on n'est pas revenu au plein-emploi », et ce truc-là nous en éloigne parce qu'on bloque l'embauche de jeunes.

D. Public cible

PIPSA : Une alimentation favorable à la santé pour les **personnes précarisées** **Fondation Roi Baudouin**

.../...Les comportements alimentaires sont tout autant ancrés dans la tradition que conditionnés par le pouvoir d'achat. Il convient d'intervenir dans le cadre d'approches globales et complexes pour obtenir des résultats. Vouloir changer les habitudes de vie en distribuant un dépliant d'information sur les groupes alimentaires est illusoire. La santé est conditionnée par un ensemble d'éléments qui ne sont appréhendés que par des approches globales et complexes. Il faut donc bien hiérarchiser et prioriser les éléments sur lesquels les projets seront effectivement en mesure d'agir. Les modes de vie favorables à la santé résultent de facteurs externes à l'individu : l'environnement physique (exemple : l'accessibilité de produits sains à un prix « raisonnable ») et l'environnement social (exemple : la publicité). Les modes de vie sont également dépendants de facteurs propres à

l'individu et à ceux qui l'entourent : les connaissances mais surtout les attitudes (croyances, valeurs, opinions, représentations, intentions) ainsi que les aptitudes des individus et des groupes.

Des objectifs en termes de relations sociales Ces objectifs sont naturellement inscrits dans les programmes d'aide sociale. Ce type d'objectifs fait aussi partie des objectifs de la promotion de la santé. Briser l'isolement social, renforcer l'entraide, favoriser la communication interpersonnelle, inciter au partage, consolider la solidarité, conduire à l'autonomie, permettre l'intégration, encourager la participation contribuent au bien-être social. De cette manière, des liens de confiance vont se construire entre les usagers mais aussi entre les usagers, les bénévoles et les professionnels. Ces objectifs concourent à renforcer le capital social nécessaire à chacun, capital indissociable du capital santé comme le montrent de nombreuses études. Ces objectifs ont été pleinement rencontrés dans plusieurs projets : à Charleroi les sans-abris ont géré seuls les ateliers 'cuisine', les achats et la remise en ordre du local. Des usagers du restaurant social à Tournai sont passés du statut de bénéficiaires au statut de bénévoles actifs. A Malmedy, les jardiniers ont tissé des liens avec le voisinage en échangeant des astuces de culture. Des objectifs en termes de connaissances Une base de connaissances élémentaires indispensable devra être connue : les grandes lignes de l'alimentation équilibrée gagneraient à être (re)découvertes par les usagers au travers d'activités pratiques et concrètes plutôt qu'au travers d'exposés théoriques d'experts. Les connaissances seules ne permettent pas de changer les comportements. Il faut donc veiller à étendre ce savoir à un savoir-faire fonctionnel. C'est ainsi que les détenues de la prison de Lantin ont découvert, grâce à l'atelier 'cuisine', de nouveaux aliments, de nouveaux modes de cuisson, de nouveaux ustensiles. Elles ont aussi demandé où se les procurer à leur sortie. Cet exemple est une bonne transition vers les objectifs suivants.

Des objectifs en termes d'aptitudes

L'acquisition de compétences est indispensable pour réaliser les comportements favorables à la santé. Il s'agit ici d'être capable de comprendre, d'acheter, de calculer, de cuisiner, de préparer, de conserver, de cultiver, de jardiner, de produire, d'observer, d'échanger, de partager, d'aménager, d'exporter, de communiquer, de critiquer. Autant de capacités à développer pour renforcer les modes de vie favorables à la santé. Les difficultés à surmonter sont grandes quand on a eu une enfance institutionnalisée ou lorsque l'on est à la rue. L'ensemble des projets 'ateliers cuisine', jardins, restaurants ont développé ces compétences pour leur public. Les réseaux 'APple' et 'Santé Diabète' des maisons médicales visaient entre autres les compétences des professionnels. Les animations en prison ont aidé les participantes notamment à calculer des prix.

A la demande de Madame Lambrecht, Chef de Cabinet de la Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances, l'ASBL ConcertES s'est attachée à recenser, auprès de ses Fédérations membres et des entreprises de l'économie sociale, les pistes de développement de l'emploi en économie sociale dans les secteurs liés à l'environnement.

Malgré une volonté de plus en plus exprimée de la part des consommateurs d'avoir accès à une alimentation de qualité, de recréer le lien direct producteur/consommateur, les entreprises actives en maraîchage et petit élevage conservent une taille restreinte (EFT Cynorhodon, EFT La Bourrache); des projets d'envergure (telle la SFS Agricert) tardent à se développer.

Il n'existe que peu d'ateliers de transformation ou de projets intégrant production, transformation et commercialisation.

Etude du Gret (France)

Comment favoriser une sortie positive de l'aide alimentaire ?

Un soutien psychique, matériel et relationnel permet aux personnes de retrouver des repères, leur assure une sécurité et ainsi, constitue une ressource déterminante pour « sortir de la galère ». Cette

sortie est également rendue possible par les acquis et l'expérience de chacun. Elle s'appuie sur des bases sociales et économiques, qui sont différentes d'une personne à l'autre au moment de leur accueil dans une structure d'aide alimentaire. A partir de ces résultats, certaines pratiques d'aide alimentaire ont été identifiées comme étant particulièrement pertinentes pour contribuer à une sortie positive de l'aide, parce qu'elles jouent sur les facteurs de sortie en les utilisant comme des leviers : la place donnée à l'accueil, l'écoute, la possibilité pour les personnes accueillies de participer à diverses activités de la structure, d'aider à leur tour, de valoriser des savoir-faire et être, de reprendre confiance, les dynamiques de groupes vecteur d'échange et de lien social... Toutefois, il apparaît aussi que ces mêmes pratiques n'auront pas le même impact sur toutes les personnes accueillies, chacune se les appropriant et les utilisant à sa manière en fonction de ce qu'elle est, de son parcours et de ses ressources.

Economie sociale, intégration sociale et développement durable rapport final de la politique scientifique fédérale par I. Nicaise (HIVA – K.U.Leuven) M. Nyssens & A. Platteau (CERISIS – UCL) M. Marée (CES – Ulg)

L'effet de l'emploi social sur le bien-être/l'insertion sociale de l'individu.

En termes empiriques, tant les ressources que les fonctionnements sont mesurés à l'aide de l'analyse factorielle effectuée sur un vaste éventail de variables mesurées à plusieurs moments donnés : (a) avant la période de base ; (b) au moment de la première interview (automne 1997) et (c) au moment de la deuxième interview (printemps 2001). L'impact de l'emploi social sur chacune des ressources a été estimé à l'aide du modèle dif-in-dif. Les effets en 2001 sont appelés 'effets à long terme' et sont présentés au tableau 5 à l'aide d'un exemple⁶. Evidemment, certaines ressources comme le niveau d'études (de base) et l'origine sociale ne sont pas affectées par l'emploi social. Néanmoins, d'autres ressources peuvent être accrues ou réduites, en termes relatifs, par rapport au groupe de référence.

Les résultats indiquent que, dans l'ensemble, les centres de formation par le travail ont un impact positif substantiel sur le bien-être du groupe cible. Ils renforcent non seulement l'expérience professionnelle des participants, mais aussi leur potentiel de gains à long terme. Il est intéressant de constater que les CFT contribuent également au bonheur de la famille : le facteur 'stigmatisme familial' se réfère (dans le sens négatif) à la séparation avec un partenaire, au placement des enfants et (dans le sens positif) à la formation de nouveaux ménages. Parmi les jeunes en particulier, un nouvel emploi semble déboucher sur un nouvel amour (durable). Des effets favorables à long terme peuvent également être observés dans les entreprises d'insertion, notamment en ce qui concerne l'expérience des travailleurs et le bonheur familial.

Grande dépendance à l'aide alimentaire Christine César (étude Abena -France)

Image dégradée de soi-même

Pour l'ensemble des personnes rencontrées, j'ai été frappée par la souffrance psychique, qui est un problème récurrent. L'un des symptômes de dépression se cristallise dans la difficulté qu'elles ressentent à sortir pour aller chercher leurs enfants à l'école tant le regard des autres devient impossible à soutenir quand l'image de soi et de son corps se dégrade (disqualification sociale, prise de poids rapide, difficulté à s'habiller, etc.).

Un exemple de tentative d'accéder à l'autonomie et de restaurer son image : une autre femme s'organise pour se faire aider le moins possible car, pour elle, ce n'est pas la misère qui lui fait peur (elle l'a connue dans son enfance) mais l'assistance !

Autre profil rencontré, le plus en difficulté du point de vue nutritionnel, les personnes ayant grandi en France avec l'essor des Trente Glorieuses et formatées à la modernité agro-industrielle des plats prêts à la consommation. Pour elles, y renoncer est perçu comme une régression d'autant plus impossible à assumer que, dans le lot important des privations matérielles qui caractérise la vie quotidienne d'un allocataire d'un minima social, l'alimentation apparaît à juste titre comme la seule oasis où une certaine abondance et un partage sont encore possibles.

Dernier profil rencontré, des populations pour lesquelles l'aide alimentaire n'est qu'un appoint, ce sont les travailleurs à temps partiel dans la restauration ou des caissières de la grande distribution, qui ont la possibilité dans le cadre de leur travail de bénéficier de repas ou de prélèvements de nourriture " en nature " sur leur lieu d'activité.

Ne pas culpabiliser ce public

Au fil de cette enquête, il apparaît entre autres que les populations paupérisées ne commettent pas d'erreurs nutritionnelles en choisissant des produits gras et sucrés pour leur alimentation. Ils choisissent ces produits parce que ces substances " calent " car elles ont effectivement un rendement énergétique le plus important par rapport au prix investi. Cette rationalité économique se fait au détriment des fruits et des légumes, dont les micronutriments sont essentiels pour la santé. Lorsque j'interviens en tant que formatrice, j'insiste sur cet aspect : les professionnels doivent en avoir conscience pour ne pas culpabiliser ce public.

Pour conclure, l'une des tâches les plus urgentes à mener est bien entendu d'améliorer la situation économique et sociale globale des personnes et, parallèlement, d'améliorer la prise en compte et la prise en charge de leur souffrance psychique. Plus précisément pour l'alimentation, il faut prendre la mesure du défi de santé publique que posent les prix élevés des fruits et des légumes et l'une des pistes reste de réfléchir à organiser un système de distribution de " **chèques fruits et légumes** " pour tous les allocataires d'un minima social. Enfin, pour faire de la prévention auprès de ces populations, un travail en direction des enfants via l'école et la cantine peut être conduit.

X. FICHE PSYCHOPÉDAGOGIQUE DU PROJET

MARAÎCHAGE

Le projet

répond à une opportunité locale, à un manque ponctuel constaté au plan local.

Dans la province de Luxembourg, il n'existe rien en termes de formation pour ce public en traction animale et en maraîchage alternatif. En province de Luxembourg autant qu'en région wallonne ce créneau est déficitaire alors que la demande s'accroît. L'action permettra également de diversifier l'action sociale, d'étoffer la formation et l'éducation dans ce secteur. La demande augmente tant au niveau de la formation que des produits dits « alternatifs » et il s'agit d'y répondre en renforçant le développement du créneau.

Dans la commune de Habay aucune asbl ne propose une aide aux personnes fragilisées.

L'action proposée est prospective, il s'agit de proposer une formation qui offre la possibilité de développer par la suite des activités dans :

- Des institutions scolaires, des instituts médicopédagogiques pour des personnes âgées ou handicapées, des Homes....
- Le soutien à des projets divers de revalorisation du jardinage collectif, du jardinage chez le particulier, ceci peut compter autant la vente, la production, l'entretien que le conseil...
- L'action permettra de développer un nouveau réseau (semence, fruit, légumes et produits connexes) et ancrera les activités dans le tissu socio-économique de la région. Ce réseau s'étendra entre les stagiaires-producteurs, des producteurs maraîchers et des citoyens qui souhaitent consommer des produits régionaux. Des demandes existent actuellement (GAL Cuestas, Gal de la Haute Sûre...).

Cette formation permettra à certains demandeurs d'emploi de se réorienter vers un tout autre secteur suite à un travail de suivi psychosocial et d'orientation. L'action se situe aussi dans l'insertion d'un public fragilisé, en rupture sociale.

Débouchés possibles en fin de formation :

Homme à tout faire, ouvrier polyvalent, tourisme rural (balisage et entretien des sentiers, promenade en calèche etc.), création d'activité, création ou entretien de jardin collectif, économie domestique ou professionnelle, magasinier de jardinerie et vendeur (entretien des stocks).

Pour les stagiaires dont les débouchés ne correspondent pas aux aptitudes et/ou compétences attendues dans les différents métiers, nous nous engageons à réaliser une réorientation en fonction du projet du stagiaire.

Les éléments de notre action qui vont modifier l'offre existante dans notre région .

Au-delà de la formation théorique, pratique et du suivi psychosocial, cette action favorisera le développement de contacts et/ou de projets qui s'inscrivent dans des actions de développement durable en milieu rural du tissu sous-régional .

Les contacts et projets permettront :

- Des complémentarités au niveau du maraîchage alternatif et au niveau du suivi psychosocial des stagiaires avec le support de l'asino-médiation.
- Une création de liens sociaux dans l'aspect transversal de la formation, augmentation du

potentiel et capitalisation des forces vives (favoriser la création, la production de produits connexes comme par exemple des paniers en vannerie, des bacs de plantes condimentaires et/ou en pot, semence etc.).

- Un développement d'un tissu social ancré dans les nouveaux modes de consommation et de production respectueux de l'environnement et peu consommateurs d'énergie.
- Une innovation grâce à la traction animale (respect de la structure du sol, travail sur petite surface, équipement peu onéreux,...)
- La mise en situation professionnelle des stagiaires.

Développement d'un réseau d'échange avec des partenaires potentiels :

Au niveau de la recherche : Mussy-la-ville, centre Horticole du Ministère agricole, Centre des Facultés agronomique de Gembloux (Michamps C'est un domaine à prospecter et qui évoluera avec l'expérience.

Au niveau de la formation:

Passerelle avec l'Ecole horticole d'Izel,

Filière en préqualifiant/ qualifiant ou débouchant vers un métier : La bourrache EFT (Liège, Maraichage et traction animale aussi), Cynorrhodon EFT (Liège, maraichage), le CRABE OISP, EPI...

Au niveau associatif : Nature et progrès (organisation de formation ponctuelle et à la carte....)

Notre action est adaptée aux besoins et/ou difficultés rencontrées par le public auquel notre action s'adresse.

Nous ciblons un public qui a besoin de socialisation, de retrouver du sens dans ce qu'il entreprend pour se restructurer. La mise en relation avec des animaux et d'autres stagiaires pour s'ouvrir au monde extérieur (les consommateurs par exemple) ou encore, progresser au rythme de la croissance des plantes et avec les saisons est très bénéfique pour ce public en rupture sociale. Aussi, la formation s'adresse à des personnes qui ont développées peu de compétences ou qui les ont peu utilisées et/ou développées alors que le potentiel existe. Souvent, le public marginalisé qui a peu d'expérience de travail manque de confiance et a une méconnaissance de ses aptitudes. La traction animale sera une accroche qui permettra d'ancrer les stagiaires et les aidera à faire le deuil de traumatismes psycho-sociaux avant de se reconstruire.

Pour **savoir être** il faut savoir –faire et, par le savoir faire, le public visé peut se reconstruire. Il retrouve confiance par rapport à soi et aux autres, il retrouve une identité et acquiert une reconnaissance des efforts fournis. Les stagiaires pourront retrouver du sens dans leur place dans la société et dans leur actions (réadaptation intellectuelle, mémorisation, planification, faire réémerger des facultés non entretenues). Aussi, ils développeront des facultés d'adaptation aux impondérables en lien avec la formation (les individus du groupe, la météo, les saisons, les animaux etc.), et retrouveront un rythme de vie et de travail (horaires, production etc.). Les stagiaires auront acquis, en fin de parcours ou de formation, des aptitudes et des compétences supplémentaires qui leur permettront de poursuivre leur formation ou de trouver un emploi. Au niveau du **savoir-être / psycho**, certains stagiaires ne peuvent rester dans un espace clos, d'autres ont besoin pour se reconstruire, de moments d'isolement/éloignement (possibilité d'avoir des postes de travail assez distants l'un de l'autre...), La formation devrait aider les stagiaires à retrouver confiance par la valorisation de soi car "jardiner c'est donner vie".

Mode opératoire

Chaque saison donnera la possibilité d'effectuer des travaux pratiques différents. Chaque groupe aura dès lors une formation légèrement différente au niveau de la pratique du maraîchage mais identique au niveau théorique et du suivi-psychosocial.

Théorie et pratique :

Traction animale avec maraîchage de plein champ

Production potagère alternative

Production en pépinière sous tunnel/serre

Arboriculture

Compostage

Suivi des stagiaires

Bilan de compétences

Accompagnement psycho-social

Evaluation

Formations/découvertes extérieures

Aspect théorique:

a) La traction animale permet d'augmenter les compétences transversales (connaissances, capacités cognitives, habiletés manuelles et attitudes socio-affectives) ainsi que la faculté de les mobiliser dans la résolution de problèmes

Connaissance des équidés (morphologique et psychologique)

Savoir prendre un équidé en prairie et le maintenir (placer licols, nœuds, ...)

Apprendre les différentes techniques de travail avec l'équidé: portage holistique (relationnel), de travail (bat) ou de loisir, traction de loisirs ou de travail, ...

Pansage : connaître les outils, le bon ordre et aux bons endroits, curer les pieds...

Le harnais : nommer les différentes composantes et leur utilité, savoir harnacher, savoir régler

Connaître les différents outils pour la traction

Connaître le travail aux guides

Savoir utiliser les différentes allures (trot, ...)

b) Travail de la terre

Savoir repérer les différents sols

Les différentes méthodes de compostage

Calendrier des semis

Étude des légumes et leurs caractéristiques, leurs besoins spécifiques

Les méthodes de production

Savoir où trouver les semences, plants

Compréhension des biotopes, description des parasites et prédateurs afin de trouver un équilibre

Aspect pratique :

Compostages

Préparation du terrain : défrichage, broyats, travail du sol, apports de fumure, ...

Utilisation de la traction animale pour les travaux de culture maraîchère en billon ou autre

Semis en pépinières, bouturage, marcottage,

Repiquages, plantations, semis en pleine terre

Tuteurage, palissage,

Entretien des cultures, désherbage, sarclage, buttage, pinçage, arrosage, ...

Soins phytosanitaires

Sélections de plantes mères pour la production de semences

Rotation dans les différents types de maraîchage réalisés sur différents terrains: permaculture traditionnelle, culture sur billon, jardin naturel, ...

Récolte

Préparation pour la vente ou le conditionnement et le stockage.

Aspect psychosocial :

L'asinomédiation a été inventée par le docteur René Garigue, équitérapeute. Cette méthode propose un accompagnement dans une démarche éducative, ré-éducative ou thérapeutique pensée, construite et évaluée dans une logique spécifique.

Objectifs généraux en asinomédiation : bien-être, autonomie et évolution.

Moyens : Utilisation de la physiologie et de la psychologie de l'âne pour :

- créer une relation affective par tout le travail d'approche (pansage, soins, ...)
- développer la confiance en soi, la sociabilité, la coopération et l'écoute dans un cadre ressourçant (campagne, rivière, ...)
- retrouver les valeurs qui font parties du cycle fondamental qui régit toute notre société : l'obéissance, la confiance, le devoir, la négociation, le respect,...
- stimuler un apprentissage grâce à ce compagnon

Bilan de compétence

Faire un état des aptitudes dans son histoire personnelle que ce soit scolaires, professionnelles ou autres. Faire le point sur la valeur de la personne. Mettre ses compétences et aptitudes en parallèle avec le descriptif de profession pour définir ainsi l'orientation ou la réorientation du stagiaire.

Recherche de stages de mise en situations.

Présentation de la méthodologie et des outils utilisés afin d'atteindre les objectifs

Le maraîchage et l'aspect animalier sont des ateliers d'accroches pour travailler le projet de vie et le projet professionnel de la personne. Il s'agit en plus d'effectuer un accompagnement, d'apporter une aide à la reconstruction de l'individu.

Atelier formatif. Développer des savoirs faire qui permettront en parallèle sur les savoirs être.

L'aspect pratique est utilisé pour aborder la théorie (plus de sens pour le public visé). Cette formation permettra aux stagiaires dans leur futur professionnel d'être polyvalents et de pouvoir s'adapter à de multiples conditions de travail . Les stagiaires apprendront autant à travailler le sol sur une petite surface que sur la terre de plein champ.

XII. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

Entreprise: ASBL Asinerie de l'O

Statuts : identification au moniteur 8169/2002

Siège social: rue du Bua 26 Habay-la-Vieille 6723

Siège(s) d'exploitation: rue du Bua 26 Habay-la-Vieille 6723

Tél 063/433800

contact@asinerie.be

www.asinerie.be

N° de producteur :

N° : 000114953-08

N° de l'unité de production : 85015028-57

Nature de l'activité :

-ferme asinienne à projets sociaux

Règlement de travail n° 03/00001782/E

Commission paritaire compétente

- Pour les ouvriers: Et. Et services d'éducation n° 329

- Pour les employés: Et. Et services d'éducation n° 329

Fonds social (fonds de sécurité d'existence) :

Numéro d'Immatriculation à l'O.N.S.S. 1314102-64

Numéro d'entreprise 477.343.037

Numéro(s) d'unité d'établissement 1

Médecine du travail : mensura 277922 000

Caisse d'Allocations familiales

- Dénomination: Partena

- Adresse : r des Chartreux 45 1000 Bruxelles

- N° d'affiliation: N/319223

Compagnie d'Assurances contre les accidents de travail

- Dénomination:Ethias

- Adresse:r des Croisiers 24 4000 Liège

- N° de police: ouvriers:

- N° de police : employés :06.566.849/30A/0/01

Caisse de Vacances

- Dénomination : ONVA

- Adresse: r des Champs Elysées 12 1050 Bruxelles

- N° d'affiliation: 131410264